

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 3 DÉCEMBRE 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2016
(BRETAGNE)

NOR : ASET1650105M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FRB Bretagne ;

L'UR CAPEB Bretagne ;

La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT Bretagne ;

L'URB CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicable du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures mensuelles) en application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), d'une part, et concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, et conformément à l'ac-

cord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

Base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures mensuelles.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution :			
– position 1	150	1 473,30	9,71
– position 2	170	1 493,80	9,85
Niveau II			
Ouvrier professionnel	185	1 546,00	10,19
Niveau III			
Compagnon professionnel :			
– position 1	210	1 717,70	11,33
– position 2	230	1 855,10	12,23
Niveau IV			
Maître ouvrier ou chef d'équipe :			
– position 1	250	1 992,50	13,14
– position 2	270	2 129,90	14,04

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,87 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minima entrera en application à compter du 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la DIRECCTE d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Rennes, le 3 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)